



FPM
Pour l'inclusion financière en RD Congo

VEILLE SECTORIELLE 2ième SEMESTRE 2018

CONJONCTURE INTERNATIONALE

Ralentissement de la croissance économique mondiale sur fonds de guerre commerciale

CONJONCTURE NATIONALE

Evolution du secteur financier congolais:
Tendance à la hausse de l'activité du secteur bancaire et microfinance

ACTIVITÉS FPM



Contenu

1. Aperçu de l'environnement économique international	2
1.2. Etats-Unis.....	3
1.3. Autres pays avancés.....	3
1.4. Pays émergents et en développement	3
1.5. Afrique Subsaharienne.....	4
2. Aperçu de l'environnement économique en RDC	4
2.1. Contexte socio-politique.....	4
2.2. Aperçu économique.....	5
2.3. Evolution de l'activité bancaire.....	6
2.4. Evolution de l'activité du secteur de la microfinance ...	8
3. Activités du FPM.....	8
3.1. Activités transversales du FPM ASBL	8
3.2. Focus sur les activités du FPM SA	9

Résumé

Au cours du second semestre 2018, l'environnement international a été marqué par l'affaiblissement de la croissance économique mondiale. Le taux de croissance s'est établi à 3,7% en 2018, soit 0,1 point de moins qu'en 2017 et même taux que les prévisions d'octobre 2018. Ce ralentissement est tributaire à la guerre commerciale entre les USA et la Chine. De ce fait, les prévisions de croissance mondiale pour 2019 et 2020 ont été revue à la baisse, elles se situent respectivement à 3,5% et 3,6%, soit une baisse de 0,2 et 0,1 point par rapport aux prévisions d'octobre 2018.

S'agissant des cours des produits de base, les prix du pétrole se sont établis en moyenne à 68 USD le baril en 2018, soit un peu moins que prévu en juin, mais environ 30% de plus qu'en 2017. Le prix du cuivre a baissé de 10% en fin décembre, s'établissant à 5 985 USD/tonne contre 6 649USD tonne en juin 2018. Le prix du cobalt a connu aussi une baisse de 22%, s'établissant à 72 847,68 USD/tonne contre 93 818,98 USD/tonne en juin 2018.

Sur le plan national, la croissance en RDC s'est établie à 4,1% en 2018 contre 3,7% en 2017 selon la Banque centrale du Congo (BCC). Au cours de la même période, la croissance économique hors le secteur minier se situe à 1,36% en 2018 contre 1,75% en 2017, cette baisse du niveau de l'activité économique hors le secteur minier est en partie liée aux tensions internes liées aux scrutins électoraux. La croissance économique devra atteindre 5,6% en 2019. Cette embellie de la croissance s'explique en grande partie par l'optimisme des chefs d'entreprise dont le solde d'opinions est remonté à 6,2% en janvier 2019 contre -2,3% en décembre 2018 selon la BCC. A fin décembre 2018, les dépôts de la clientèle des banques se sont connu une croissance de près 25% par rapport à fin décembre 2017 et les crédits à la clientèle ont connu également une progression de 30%. Cette bonne tendance a été aussi observée au niveau du secteur de la microfinance.

Concernant le FPM, les activités transversales du FPM ASBL au second semestre 2018 ont été marquée par (1) le lancement de l'étude de marché sur la crise du secteur financier en RDC, (2) la poursuite des études sur l'état du réseau d'agents bancaires en RDC et le financement de l'éducation, (4) l'organisation d'un mini Forum Accès au Financement ainsi (5) que la célébration de la huitième édition de la Journée Internationale de l'Epargne (JIE). A fin décembre 2018, le volume du portefeuille de crédit du FPM SA s'est situé à 26,9 millions USD pour 11 partenaires. Parmi ces partenaires l'on cite entre autres cinq banques commerciales, une COOPEC et Cinq institutions de microfinance.

1. Aperçu de l'environnement économique international

Au cours du second semestre 2018, l'environnement économique international a été marqué par un ralentissement de la croissance. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) (janvier 2019), la croissance mondiale est estimée à 3,7% en 2018, soit 0,1 point de moins qu'en 2017 et même taux que les prévisions d'octobre 2018. Ce ralentissement par rapport à l'année 2017 résulte de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que la détérioration des conditions sur les marchés financiers de certains pays (USA, Argentine, Turquie, Chine, Japon etc.).

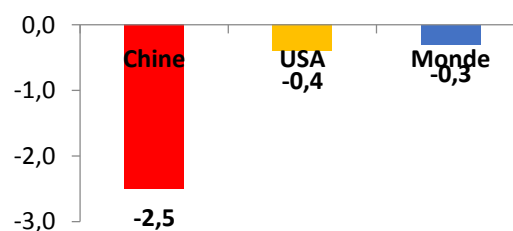
Les prévisions de croissance mondiale pour 2019 et 2020 ont été revues à la baisse, elles se situent respectivement à 3,5% et 3,6%, soit une diminution de 0,2 et 0,1 point par rapport aux prévisions d'octobre 2018. Le ralentissement progressif projeté de l'activité économique mondiale pourrait être plus marqué que prévu en raison de la prédominance de risques à la baisse important.

Une montée des tensions commerciales au-delà de celles déjà incorporées dans les prévisions demeure une importante source de risque pour les perspectives 2019 et 2020. En plus de tensions commerciales accrues, d'autres facteurs notamment une forte hausse des charges d'emprunt et la baisse de l'activité manufacturière mondiale pourraient entraîner une détérioration supplémentaire de l'évaluation du niveau des risques ce qui aurait des conséquences négatives pour la croissance économique mondiale, particulièrement dans un contexte d'endettement public et privé élevé. On note aussi une probable sortie du Royaume-Uni (une croissance projetée à 1,5% en 2019-2020) sans accord avec l'Union européenne et d'un ralentissement de l'activité économique plus prononcé que prévu en Chine (une croissance projetée à 6,2% en 2019-20¹).

¹ Soit 0,4 point de moins qu'en 2018, le ralentissement de l'économie chinoise s'explique par l'influence combinée du durcissement de la réglementation financière et des tensions commerciales avec les USA.

Bien que la signature le 1^{er} décembre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada qui remplace l'accord de libre-échange Nord-américain (ALENA), la « trêve » de 90 jours entre les États-Unis et la Chine sur les augmentations de droits de douane, et la réduction annoncée des droits chinois sur les importations des voitures américaines sont des mesures positives en vue de désamorcer les tensions commerciales. Mais les inquiétudes suscitées par la fermeture de l'administration aux Etats-Unis ont pesé aussi sur l'état d'esprit dans le secteur financier vers la fin de l'année.

Graphique 1 : Impact sur le PIB des hausses tarifaires sur l'ensemble de flux commerciaux Etats-Unis & Chine



Source : Banque mondiale (Janvier 2019)

Guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine. En 2018, l'administration américaine a augmenté les droits de douane sur des importations d'une valeur d'environ 300 milliards de dollars (USD), principalement en provenance de Chine ; d'autres pays notamment la Chine et le Mexique ont riposté en imposant des droits sur des exportations américaines d'une valeur d'environ 150 milliards de dollars (USD). Les nouveaux tarifs douaniers américains et les mesures de rétorsion des partenaires commerciaux ont touché près de 450 milliards de dollars d'importations mondiales, soit environ 2,5% du commerce mondial des marchandises.

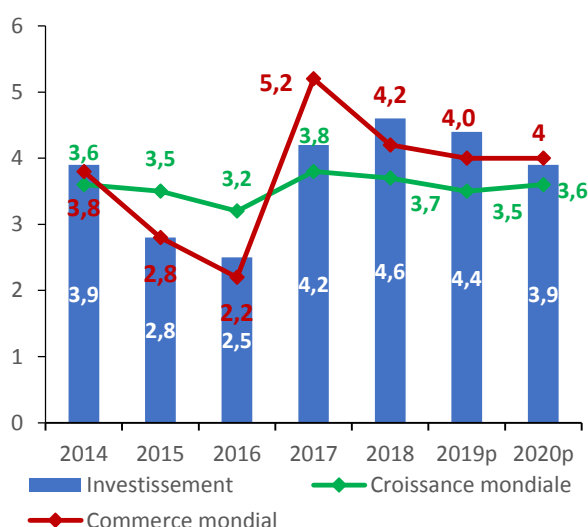
Même si la probabilité d'une récession aux États-Unis et en Chine est encore faible, une activité

plus faible que prévue dans les deux plus grandes économies du monde a une incidence négative sur la production mondiale (voir graphique 1).

La principale priorité commune consiste à coopérer au niveau international pour résoudre les différends commerciaux rapidement et réduire l'incertitude qui en résulte, au lieu d'élever d'autres obstacles nuisibles et déstabiliser ainsi une économie mondiale déjà en ralentissement.

Dans le contexte actuel, le commerce, l'investissement et la production mondiale demeurent menacés par l'incertitude entourant les politiques économiques et par d'autres tensions commerciales persistantes. Si les différends ne sont pas résolus et que les obstacles tarifaires s'intensifient, les coûts des biens intermédiaires et d'équipement importés augmenteront, de même que les prix des biens de consommation en détail.

Graphique 2 : Evolution des investissements, du commerce mondial et de la croissance du PIB réel



Source : FMI (janvier 2019)

Dans l'hypothèse de la poursuite des mesures commerciales protectionnistes, les marchés émergents seront les plus touchés. Le volume du commerce international des pays émergents se contractera de 14% tandis que celui des pays avancés se contractera de 6,2% d'ici 2020. Le niveau élevé de l'endettement des entreprises pourrait accroître les risques en matière de stabilité financière et nuire à l'investissement. La

dette des entreprises, et, en particulier, la dette en devises en Argentine et, en Turquie a fortement augmenté depuis la crise financière mondiale de 2008-2009, d'où une vulnérabilité accrue face à la hausse des coûts d'emprunt.

Tableau 1 : Projection des perspectives économiques des pays avancés

PIB réel (%)	2018	2019p	2020p
Monde	3,7	3,5	3,6
Economies avancées	2,3	2,0	1,7
Etats-Unis	2,9	2,5	1,8
Zone Euro	1,8	1,6	1,7
Allemagne	1,5	1,3	1,6
France	1,5	1,5	1,6
Italie	1,0	0,6	0,9
Japon	0,9	1,1	0,5
Royaume Uni	1,4	1,5	1,6
Canada	2,1	1,9	1,9
Autres pays avancés ²	2,8	2,5	2,5

Source : FMI (Janvier 2019)

L'activité économique des pays avancés a connu en 2018 une croissance faible qu'en 2017 (2,4%). La croissance est de 2,3%, soit 0,1 point de moins par rapport à l'année passée, en raison des difficultés de production dans le secteur automobile et la baisse de la demande extérieure. Les conditions financières se sont durcies depuis septembre, les valorisations des actions ont été réduites par une baisse de l'optimisme quant aux perspectives des bénéfices dans un contexte des tensions commerciales croissantes et d'anticipation de ralentissement de la croissance mondiale.

Cours des produits de base. Les prix mondiaux du pétrole ont connu une forte fluctuation depuis le mois d'août, notamment, du côté de l'offre en raison de la politique américaine concernant les exportations de pétrole iranien, et plus récemment, en raison des craintes d'un fléchissement de la demande mondiale. La baisse continue de la production au Venezuela et les préoccupations du marché quant à l'impact des sanctions américaines sur l'Iran ont contribué à la hausse du prix du pétrole brut, qui a atteint un sommet de 86 USD le baril au début octobre 2018. Les prix du pétrole se sont établis en moyenne à 68 USD le baril en 2018, soit

² Les autres pays avancés incluent la Corée du Sud, l'Australie, Taiwan, la Suisse, Singapour, Hong-Kong, la Norvège, la République Tchèque, le Danemark, la Nouvelle Zélande, Porto Rico, Macao, l'Islande, Saint-Martin.

environ 30% de plus qu'en 2017. La vigueur de la consommation mondiale de pétrole a contribué à cette hausse et les facteurs liés à l'offre ont été les principaux moteurs de l'évolution des prix tout au long de l'année. La croissance de la demande de pétrole devrait rester robuste en 2019, mais la perte de dynamisme attendue dans les pays émergents pourrait avoir un impact plus important que prévu sur la demande de pétrole. Les perspectives de production sont donc incertaines et dépendent dans une large mesure des décisions de production prises par l'OPEP et des partenaires hors OPEP.

Les cours des métaux et des produits agricoles de base ont légèrement reculé depuis août, en partie en raison d'une demande moins importante de la Chine. Dans les pays avancés, les prix des biens de consommations sont restés généralement stable vers la fin de l'année, mais on note une hausse légère des prix aux États-Unis. S'agissant des prix des autres matières d'origine minérale, notons que le prix du cuivre a baissé de 17% en fin décembre, s'établissant à 6015 USD contre 7215 en décembre 2017. Le prix du cobalt a connu aussi une baisse de 27%, s'établissant à 55 000 USD/ la tonne contre 75 205 USD/ la tonne en 2017.

Marchés financiers mondiaux. Les marchés boursiers mondiaux ont chuté au dernier trimestre de 2018, reflétant en partie la détérioration du climat des marchés concernant l'activité mondiale et les changements de politique commerciale. Dans les pays avancés, les conditions financières se sont durcies depuis octobre 2018, avec des différences notables en fonction de facteurs propres à chaque pays. Les indices boursiers des pays émergents ont chuté au cours au dernier trimestre 2018, principalement à cause des tensions commerciales et des inquiétudes suscitées par les effets inflationnistes des hausses précédentes des cours du pétrole. En revanche, les banques centrales de Chine et d'Inde ont maintenu leurs taux directeurs inchangé et ont assoupli les conditions de financement intérieur (en abaissant les réserves réglementaires des banques et en fournissant des liquidités aux sociétés financières non bancaires). Les écarts des taux des titres souverains en monnaie étrangères se sont légèrement creusés dans la plupart de pays et ont sensiblement augmenté sur certains pays pré émergents (Afrique du Sud,

Chili, Indonésie, Mexique, Philippines, Russie, Thaïlande).

Après des fluctuations notables, les rendements à long terme aux États-Unis ont terminé l'année à 2,7 %, en hausse d'environ 30 points de base depuis le début de 2018. Malgré une réduction des achats d'actifs par les banques centrales dans la zone euro et au Japon, les politiques de taux d'intérêt négatif dans ces économies ont continué de limiter les rendements obligataires mondiaux, avec plus de 7,5 billions de dollars d'encours de dette toujours négociés à des taux négatifs (15 % du total des obligations).

1.1. Zone Euro

La croissance de la Zone euro s'est sensiblement ralentie en 2018, pour s'établir à 1,8%, soit 0,6 point de moins qu'en 2017 et 0,1 par rapport aux prévisions d'octobre 2018. Ce ralentissement s'explique en grande partie par le fléchissement des exportations et le ralentissement de la demande extérieure. Il sied de noter aussi les anticipations du Brexit et la grogne sociale des travailleurs en France (gilets jaunes) qui affectent négativement l'activité économique des pays de la zone. La croissance de la zone euro devrait se ralentir davantage en 2019 pour s'établir à 1,6% avant une reprise en 2020, en s'établissant à 1,7% selon le FMI (janvier 2019). L'activité économique a régressé en Allemagne et en France. En Allemagne, la croissance est estimée à 1,5% contre 2,5% en 2017. Cette régression de l'économie allemande s'explique par la diminution de la consommation privée, de la faiblesse de la production industrielle à la suite de l'introduction des nouvelles normes antipollution pour l'industrie automobile et de la réduction de la demande extérieure. L'économie française a connu une baisse du rythme de la croissance, elle est estimée à 1,5% en 2018, soit 0,8 point de moins qu'en 2017. Cette baisse s'explique en grande partie à cause des répercussions négatives des manifestations de rue et des actions collectives.

En Italie, la faible demande intérieure et la hausse des coûts des emprunts et les rendements élevés des titres souverains ont affecté négativement l'activité économique. La croissance économique de ce pays est estimée à 1,0%, soit 0,6 point de moins qu'en 2017 et 0,2

point de moins par rapport aux prévisions du FMI d'octobre 2018.

Les perspectives à long terme des pays de la zone euro sont affectées par la disparité des perspectives entre les pays, la faiblesse de la croissance potentielle et le vieillissement de la population. En plus, la sortie du Royaume de l'union européen aggrave davantage la situation car son départ laissera un vide correspondant à 7% du budget annuel après 2020.

Le taux de chômage dans la zone euro s'est établi à 7,9% en 2018 contre 8,7% en décembre 2017. Ce taux s'est situé à 3,3% en Allemagne, 8,9% en France et 10,5% en Italie au cours de l'année 2018. Il convient de rappeler que la Banque centrale Européenne (BCE) avait décidé que les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés jusqu'à la fin de l'été 2019, à respectivement 0,00 %, 0,25 % et - 0,40 %. Le taux d'inflation quant à lui s'est établi à 1,6% en décembre 2018 contre 1,7% en décembre 2017.

1.2. Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la croissance économique est estimée à 2,9% en 2018 contre 2,2% 2017. L'expansion de l'économie américaine est soutenue par la relance budgétaire et la politique monétaire toujours accommodante. Le marché du travail demeure robuste, soutenant la consommation. Le taux de chômage a baissé, en s'établissant à 3,9% en 2018 contre 4,1% en 2017 malgré l'afflux des nouveaux immigrants.

Par ailleurs, les prévisions de croissance indiquent que l'économie devrait ralentir pour s'établir à 2,5% en 2019 et à une moyenne de 1,7% en 2020 et 2021. Cette baisse de prévision est fortement influencée par la guerre commerciale et les incertitudes entourant le vote du budget 2019 de l'administration vers la fin de l'année 2018. En effet, Donald Trump voulait 5 milliard dollars pour commencer la construction d'un mur anti-migrants à la frontière avec le Mexique mais cette construction ne convient pas aux démocrates, gelant ainsi les activités publiques le temps de trouver un accord.

En décembre 2018, la FED a de nouveau, et pour la troisième fois en une année, relevé le taux directeur de 2% à 2,25%. Les entreprises et ménages américains devront désormais s'endetter à des taux plus élevés auprès de leurs banques. Le taux d'inflation moyen en 2018 se situe 2,44% contre 1,7% en 2017.

1.3. Autres pays avancés

Au Japon, la croissance s'est ralentie pour s'établir à 0,8%, soit 0,9 point par rapport à 2017. Les activités économiques ont connu une contraction à cause du faible niveau de la consommation et des investissements privés. Le gouvernement a continué d'enregistrer un déficit primaire et a annoncé la mise en place d'un plan de relance temporaire pour compenser l'impact à court.

Au Royaume-Uni, le ralentissement de la croissance est observé depuis le début de l'année, cela résulte des incertitudes entourant la sortie du pays de l'Union Européen sans accord. Les exportations, l'investissement et le cours de la livre sterling ont donc plongé. La croissance économique est estimée à 1,4% en 2018 contre 1,8% en 2017. Au Canada, la croissance s'est établie à 2,1% contre 3% en 2017. La faible progression de l'économie reflète en partie une chute de l'activité dans le secteur immobilier à la suite de la mise en place de nouvelles règles hypothécaires.

1.4. Pays émergents et en développement

Tableau 2 : Projection des perspectives économiques des pays émergents et en développement

PIB réel (%)	2018	2019p	2020p
Pays émergents et en développement	4,6	4,5	4,9
Pays d'Asie émergents et en développement	6,5	6,3	6,4
Chine	6,6	6,2	6,2
Inde	7,3	7,5	7,7
Communauté des Etats indépendants	2,4	2,2	2,3
Russie	1,7	1,6	1,7
Hors Russie	3,9	3,7	3,7
Amérique Latine et Caraïbes	1,1	2,0	2,5
Brésil	1,3	2,5	2,2
Mexique	2,1	2,1	2,2
Moyen-Orient et	2,2	2,4	2,7

PIB réel (%)	2018	2019p	2020p
Afrique du Nord			
Arabie Saoudite	2,3	1,8	2,1
Afrique Subsaharienne	2,9	3,5	3,6
Afrique du Sud	0,8	1,4	1,7
Nigéria	1,9	2,0	2,2

Source : FMI (Janvier 2019)

De manière générale, les pays émergents et en développement ont enregistré un ralentissement de l'économie, la croissance économique de ces pays est estimée à 4,6%, soit 0,1 point de moins que les prévisions d'octobre 2018 et l'année précédente. En Chine, la croissance s'est ralentie pour s'établir à 6,6% en 2018 contre 6,9% en 2017. L'économie chinoise a ralenti principalement en raison d'un durcissement de la réglementation financière visant à freiner l'activité bancaire et les investissements hors budget des administrations locales et aussi à cause de l'aggravation du différend commercial avec les États-Unis qui a intensifié le ralentissement économique vers la fin de l'année. La croissance des importations a continué de dépasser celle des exportations, ce qui a contribué à la contraction de l'excédent de la balance commerciale.

En Inde, la croissance économique s'est établie à 7,3% en 2018 contre 6,7% en 2017, grâce à des réformes qui continuent à booster l'investissement, la productivité et la croissance.

Après avoir atteint une croissance de 1,5% en 2017, l'économie russe continue à se redresser et la croissance économique est estimée à 1,7% en 2018. Au Brésil, l'économie a progressé à un rythme faible que prévu, la croissance est estimée à 1,3%, soit 0,1 point de moins que les prévisions d'octobre du FMI.

1.5. Afrique Subsaharienne

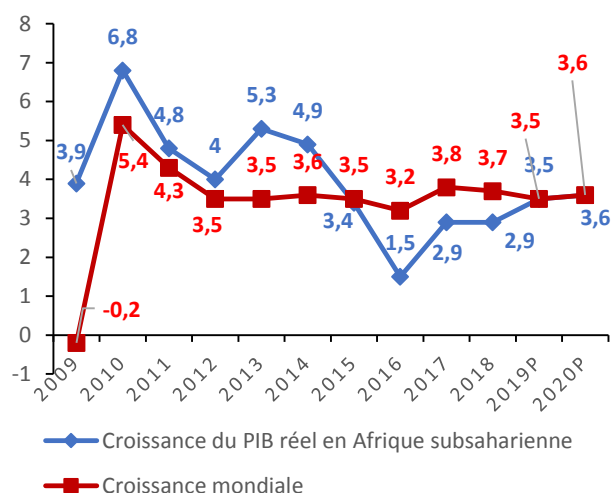
En Afrique subsaharienne, la reprise se poursuit, mais à un rythme moins soutenu. La croissance économique est estimée à 2,9% en 2018 contre 2,6% en 2017. Cette progression est nettement inférieure aux prévisions, en partie à cause des faiblesses observées au Nigéria, en Afrique du Sud et en Angola. La région a été confrontée à un environnement extérieur plus difficile durant cette année, notamment le ralentissement du commerce mondial, le resserrement des conditions de financement et la baisse des cours pétrole. Toutefois, la croissance par habitant

reste modeste et les progrès en matière de réduction de la pauvreté restent limités.

La croissance au Nigéria est estimée à 1,9% ; la production pétrolière a chuté, en partie à cause des fermetures d'oléoducs en milieu d'année et l'activité non pétrolière a été freinée à cause de la baisse de la demande des consommateurs, ainsi que par les conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs qui ont perturbé la production agricole. En Angola, deuxième plus gros exportateur de pétrole de la région, l'économie s'est contractée de 0,1% selon le FMI, du fait de la diminution de la production pétrolière.

Sortie d'une récession au second trimestre 2018, l'économie sud-africaine a progressé de 0,8%, grâce en partie à l'amélioration de la situation dans le secteur agricole et dans l'industrie manufacturière.

Graphique 3 : Croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne et croissance mondiale, 2009-2020



Source : FMI (Janvier 2019)

2. Aperçu de l'environnement économique en RDC

2.1. Contexte socio-politique

Au cours du deuxième semestre 2018, la situation socio-politique est restée préoccupante quant à la tenue des élections. Il sied de noter que trois scrutins devraient se

tenir le 23 décembre 2018, en l'occurrence le présidentiel, législatifs et provinciaux.

L'actualité politique au cours de cette période est dominée par le processus électoral. On note la création d'une coalition politique dénommée « LAMUKA » par un groupe de leaders de l'opposition congolaise. Réunis à Genève du 9 au 11 novembre sous la facilitation de la Fondation Kofi Annan afin de poursuivre les discussions amorcées à Pretoria du 23 au 25 octobre 2018, les leaders de l'opposition politique congolaise dont Jean Pierre Bemba, Moïse Katumbi, Vital Kamerhe, Félix Tshisekedi ont désigné Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition. Un jour après la signature de l'accord de Genève, sous pression de son parti politique, Félix Tshisekedi s'est désengagé de cet accord et a été suivi quelques heures après par Vital Kamerhe. A Nairobi le 23 novembre 2018, Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe ont créé une autre coalition politique dénommée « CACH » désignant M. Félix Tshisekedi comme candidat à la présidentielle.

Le 22 novembre 2018, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé officiellement la campagne électorale. Au total, 21 candidats se sont présentés pour le poste de président de la république, 15 355 candidats à la députation nationale et plus de 19 000 candidats à la députation provinciale.

Après un report à trois jours de la tenue des élections en raison de problèmes logistiques, sanitaires et sécuritaires, le scrutin s'est tenu le 30 décembre 2018. Cependant, trois villes (Beni, Butembo et Yumbi) et leurs territoires avoisinant devront élire leurs représentants législatifs et provinciaux en mars 2019 en raison de la persistance de l'épidémie à virus Ebola et la présence de plusieurs groupes armés actifs dans l'Est du pays au mois de décembre 2018. Le 10 janvier 2019, M. Felix Tshisekedi a été élu président de la république.

2.2 Aperçu économique

La croissance en RDC en 2018 se situe à 4,1% selon la BCC (3,8% selon le FMI) contre 3,7% en 2017, soutenue par un secteur minier extraverti dans un contexte de maintien à un niveau favorable des cours des principaux produits d'exportation que regorge la RDC.

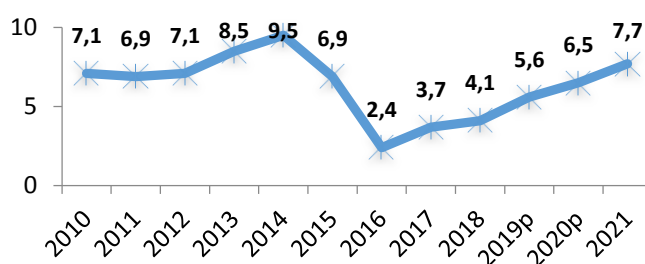
D'après les estimations de la BCC, le secteur primaire (extraction, agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche) a contribué à la croissance à hauteur de 3,58 points contre 2,22% en 2017. Et cela en raison de la vigueur des activités de la branche extraction, en l'occurrence le cuivre et le cobalt.

La production de cobalt se chiffre à 117,4 milles tonnes en 2018, soit une augmentation de près de 47% par rapport à 2017 et celle du cuivre s'élève à 1,255 million de tonne, soit une augmentation de 12% sur la même période.

La croissance hors le secteur minier se situe à 1,36% en 2018 contre 1,75% en 2017, cette baisse du niveau de l'activité économique hors le secteur minier résulte de manière globale à des tensions internes liées aux incertitudes sur la tenue des scrutins électoraux.

Spécifiquement, le secteur secondaire (industries manufacturières, électricité, gaz et eau, bâtiments et travaux publics) a une contribution à la croissance de 0,37% contre 1,18% en 2017. La contribution du secteur tertiaire en points de croissance (transport et télécommunications, commerce, autres services hors administration publique, services d'administration publique) se situe à 0,45% contre 1,19% en 2017. Cette baisse résulte du ralentissement de l'activité du secteur de transport et télécommunication. Quant à la demande globale, il s'avère utile de préciser que la demande intérieure sera tirée par les investissements privés dans les secteurs minier et industriel. Au niveau de la demande extérieure, elle s'est dégradée davantage, en partie à cause d'une progression plus rapide des importations des biens et services par rapport à celles des exportations.

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance de la RDC (en %)

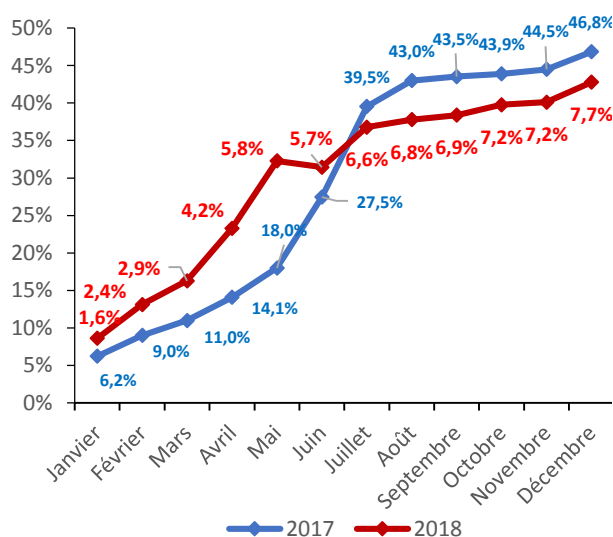


Source : Banque Centrale du Congo (février 2019)

D'après les prévisions Banque centrale du Congo (février 2018), la croissance économique devra atteindre 5,6% en 2019. Cette embellie de la croissance s'explique en grande partie par l'optimisme des chefs d'entreprise dont le solde d'opinions est remonté à 6,2% en janvier 2019 contre -2,3% en décembre 2018. Il sied de révéler aussi le décret du premier ministre du 24 novembre déclarant le cobalt, le germanium et le coltan comme des substances minérales stratégiques, pour lesquelles le taux à l'importation passe désormais de 3,5% à 10%.

Au cours de l'année 2018, on note une stabilité des prix sur le marché des biens et des services, le taux d'inflation ayant baissé de 54,7% en 2017 à 7,7% en 2018. Ce taux d'inflation résulte de la bonne coordination des politiques budgétaires et monétaire. Concernant le marché de change, il s'est caractérisé par une stabilité du taux de change. Le taux de change à l'indicatif s'est établi à 1 635,62 CDF le dollar américain à fin décembre alors qu'il se situe à 1 637,79 sur le marché interbancaire et 1 674, 00 CDF sur le marché parallèle au cours de la même période.

Graphique 5 : Evolution du taux d'inflation de la RDC

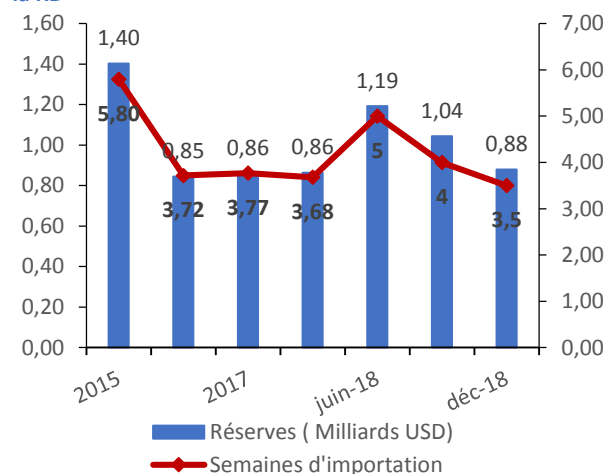


Source : BCC

Pour ce qui est des réserves internationales, il sied de signaler qu'en fin décembre, elles correspondent à 3 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres, soit un volume de 913 millions USD. La baisse de réserves internationales est observée de

septembre 2018. Ce niveau demeure en deçà d'un mois d'importations alors que l'objectif reste un minimum de trois mois dans le cadre des critères des groupements sous régionaux auquel les pays fait partie et du FMI.

Graphique 6 : Evolution des réserves internationales de la RD



Source : BCC

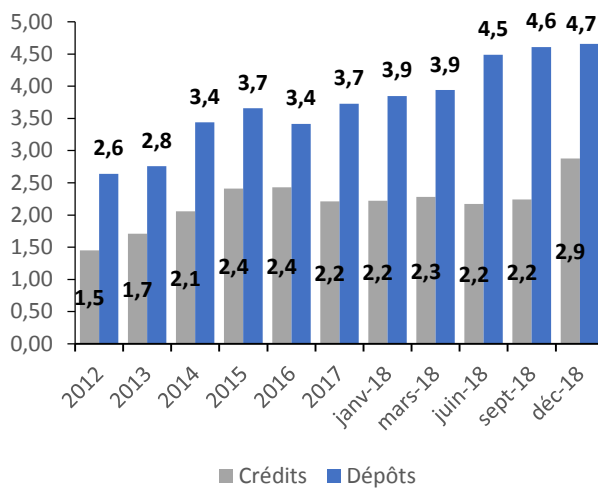
Le taux directeur a été maintenu à 14% depuis avril 2018. Pareil pour les coefficients de réserve obligatoire ont été maintenus à leur niveau de 2016, soit 13% et 12% pour les dépôts en devise à vue et à terme ainsi que 2% et 0% pour les dépôts en monnaie nationale à vue et à terme. S'agissant des finances publiques, l'exécution des opérations financières s'est soldée par un déficit de 4,272 milliards de CDF (2,612 millions USD) alors qu'en 2017, il était excédentaire de 0,7 milliard de CDF.

2.3. Evolution de l'activité bancaire

Tout au long de l'année 2018, l'activité bancaire en RDC a connu une hausse comparativement à 2017, le total bilan a atteint USD 6 879,5 millions à fin décembre, soit une croissance de 30,6% par rapport à 2017. Les dépôts et les crédits bruts à décaissement se situent respectivement à 4 660,1 millions et 2 882,3 millions, soit une croissance de près de 25% pour les dépôts et 30% pour les crédits bruts à décaissement. Cette hausse du niveau d'activité résulte de la stabilité du taux de change et du taux d'inflation au cours de l'année. Il sied de rappeler qu'en 2018, le secteur bancaire comptait 17 banques dont deux connaissent des graves difficultés, en l'occurrence BIAC, déclarée en faillite et qui doit

être dissoute selon la BCC et la Byblos Bank restée inactive suite la suite de retrait des parts sociales par son actionnaire majoritaire.

Graphique 7 : Evolution Dépôts et Crédits bancaire (en milliards USD)



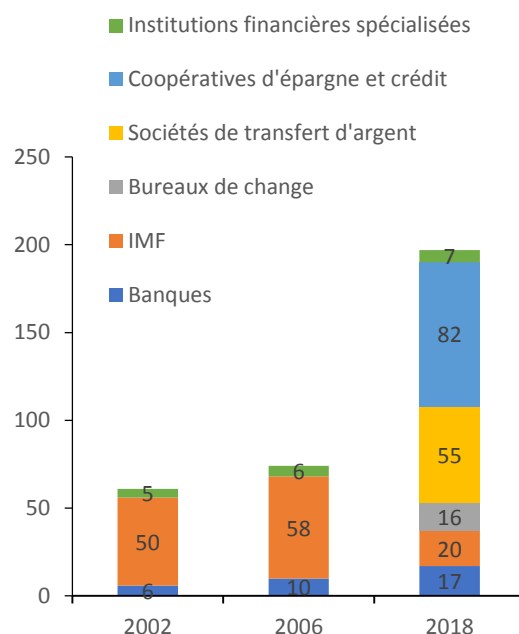
Source : BCC

A fin décembre 2018, les conditions d'exploitation des banques se sont avérées globalement satisfaisantes comparativement à 2017, on note un résultat positif de USD 79,28 millions, consécutivement à la profitabilité affichée par 12 établissements bancaires. Par ailleurs, on relève un manque de maîtrise des charges de structure expliquant un niveau élevé du coefficient d'exploitation de 73,54% à fin décembre 2018 contre 78,02% à fin décembre 2017 alors que le seuil tolérable est de 60%.

Il sied de relever la publication en décembre 2018 du règlement N°003/18 modifiant et complétant la réglementation du change par la BCC. D'après ce règlement, toute personne physique ou morale ne peut voyager sur le territoire national avec un montant en billets de banque des monnaies étrangères égal ou supérieur à 10 000 USD ou son équivalent en d'autres monnaies étrangères ; excepté dans les localités dépourvues de points d'exploitation de banques commerciales, d'autres institutions financières habilitées ou de représentation de la Banque centrale du Congo. Cependant, elle doit en faire la déclaration auprès des services de la douane ou à défaut auprès de ceux de migration au départ et à l'arrivée, en justifier l'origine et la destination. Les sommes excédant ce plafond doivent faire l'objet d'un transfert bancaire. Toutes opérations de convoyage de fonds en

devises étrangères sur le territoire national d'un montant égal ou supérieur à 10 000 dollars américains ou son équivalent en d'autres monnaies étrangères, réalisées par une banque commerciale ou un autre intermédiaire financier agréé et habilité, d'une entité à une autre, requiert l'autorisation préalable de BCC.

Graphique 8 : Evolution du nombre d'acteurs dans le secteur financier e RDC



Aperçu des acteurs du secteur financier congolais

: Parmi les acteurs, on compte :

- 17 banques commerciales ;
- 20 institutions de Microfinance (IMF) ;
- 82 coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) et coopératives centrales d'épargne et de crédit (COOCEC) ;
- 16 bureaux de change ;
- 55 sociétés de transfert d'argent ou messageries financières ;
- 2 fonds de pension (Caisse Nationale de sécurité sociale (CNSS) et Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat, CNSSAP) appartenant à l'Etat congolais ;
- 1 société d'assurance (Société Nationale d'assurance, SONAS) appartenant à l'Etat congolais et en situation de monopole jusqu'en 2015 ;
- Plusieurs institutions financières spécialisées.

Parmi les institutions financières spécialisées, on compte des sociétés de télécommunication offrant des services de mobile money, un fonds de refinancement privé créé par des bailleurs institutionnels (FPM SA). A côté de ces entreprises privées, l'Etat congolais a mis en place des établissements publics offrant des services financiers tels qu'une caisse d'épargne (Caisse d'épargne du Congo, CADECO), une société financière de développement (SOFIDE) et différents établissements de (re)financement et d'accompagnement spécialisés dans la promotion des projets et initiatives de certains secteurs comme l'industrie (Fonds de promotion de l'industrie, FPI), la microfinance (Fonds national de la Microfinance, FNM), la culture (Fond de promotion de la Culture, FPC), etc.

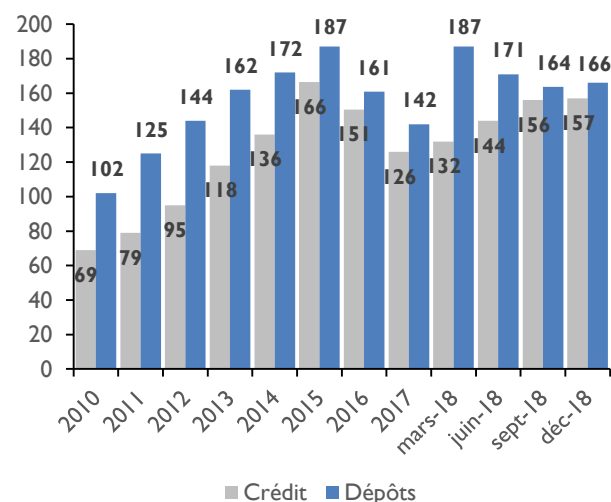
Concernant le secteur des assurances, l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) a annoncé en fin novembre que toutes entreprises ayant déposées leurs demandes d'agrément pourront faire leur entrée sur les marchés au cours du premier trimestre 2019. Pour rappeler, en mars 2018, l'ARCA avait indiqué qu'une vingtaine d'opérateurs avaient déjà retiré la fiche de demande d'agrément.

2.4. Evolution de l'activité du secteur de la microfinance

Tout comme les autres secteurs d'activité économique, le secteur de la microfinance en RDC évolue dans un contexte socio-économique difficile. Ce secteur compte à ce jour 102 acteurs dont 82 COOPEC et 20 IMF et demeure caractérisé par la prédominance des institutions mutualistes de petite taille concentrées dans 3 provinces Kinshasa, Nord Kivu et Sud Kivu.

A fin décembre 2018, le portefeuille de crédit du secteur de la microfinance s'établit à 157 millions USD, soit un accroissement de 25% par rapport au niveau de décembre 2017. L'encours d'épargne a atteint 166 millions USD, soit une hausse de 17 % par rapport au niveau de décembre 2017.

Graphique 9 : Evolution du secteur de la microfinance (en millions USD)



Source : BCC

Au cours du second trimestre 2018, on note l'organisation d'un atelier du 27 au 30 Août 2018 par l'Association Nationale des institutions de microfinance (ANIMF) en collaboration avec les différents partenaires dont le FPM ASBL. Cet atelier dont le thème était le leadership et la gouvernance, avait pour objectif de développer le sens de leadership des managers pour améliorer la qualité de la gestion des IMF. Les points suivants ont été abordés durant cette formation : (1) les spécificités de la gouvernance des IMF, (2) les principes de la bonne gouvernance, (3) les organes de bonne gouvernance, (4) les pratiques de gouvernance et les outils de gouvernance des IMF.

3. Activités du FPM

3.1. Activités transversales du FPM ASBL

Le second semestre 2018 a été marqué par (1) le lancement de l'étude de marché sur la crise du secteur financier en RDC, (2) la poursuite des études sur l'état du réseau d'agents bancaires en RDC et le financement de l'éducation, (3) l'organisation d'un mini Forum Accès au Financement ainsi que (4) la célébration de la huitième édition de la Journée Internationale de l'Epargne (JIE).

Etude sur la crise du secteur financier en RDC.
 Le FPM ASBL a lancé en août 2018 une étude de

marché relative à la crise que traverse actuellement le secteur de financement des MPME en RDC. Cette étude se base sur les trois villes (Kinshasa, Goma et Bukavu) qui représentent environ 86% en termes de concentrations des activités bancaires du pays. Elle a pour finalité la mise en évidence des éléments déclencheurs de la crise du secteur de financement des MPME et ses effets sur la demande et l'offre des services financiers.

Au cours du second semestre, le FPM ASBL a poursuivi la réalisation des études lancées antérieurement notamment l'étude sur l'état du réseau d'agents bancaires en RDC (le mobile money) et celle sur le financement du secteur de l'éducation par les institutions financières en RDC.

Etude sur l'état du réseau d'agents bancaires en RDC. Lancée en partenariat avec Elan RDC, la première étude (qualitative) a pour objectif de dresser un état des lieux des services financiers digitaux en RDC de façon générale et des réseaux d'agents en particulier afin de formuler des recommandations permettant d'améliorer des réseaux d'agents bancaires.

Etude sur le financement de l'éducation. Le FPM ASBL en collaboration avec l'ETAF³ ont lancé une étude sur le financement de l'éducation dans le but d'identifier les opportunités qu'offre le financement du secteur de l'éducation en RDC. Pour le FPM, l'intérêt de cette étude réside dans son apport à la connaissance du marché qui lui permettrait de définir un plan d'action opérationnel dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie 2019-2023.

En ce qui concerne les forums organisés au second semestre 2018, on note l'organisation en septembre 2018 d'un atelier portant sur la présentation des résultats de l'étude relative aux agents bancaires à Kinshasa, d'un mini Forum d'accès aux Financement (Mini FAAF) à Bukavu en novembre 2018. Il sied de noter que mini FAAF avait une orientation particulièrement agricole. Quatre thèmes ont été développés à

ces assises, à savoir : (i) le financement des chaînes de valeur agricole : opportunités et contraintes, (ii) Finance numérique dans le financement agricole, (iii) Education financière et (iv) Entreprenariat professionnelle.

A l'occasion de la célébration de la huitième édition de la Journée Internationale de l'Epargne(JIE), le FPM en collaboration avec le Banque centrale du Congo (BCC) et l'Association Nationale des institutions de microfinance (ANIMF) a couvert 4 villes de la RDC à savoir Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et Bukavu. Pendant deux journées, le 30 et le 31 octobre 2018, sous le thème « *Epargner en RDC pour mon avenir, oui c'est possible* », différentes activités ont été organisées dans les 4 villes notamment des conférences de presse, des forums, des caravanes motorisés et des émissions télévisées.

3.2. Focus sur les activités du FPM SA

Tout au long du deuxième semestre 2018, le FPM SA a poursuivi ses activités de financement des institutions financières partenaires (IFP) malgré le contexte socio-économique difficile du pays et l'instabilité des IFP. Des efforts de stabilisation du portefeuille du FPM SA ont donc été fournis.

Au cours de la période, le FPM SA a conclu trois nouveaux partenariats dont avec Afriland First Bank CD (5MUSD), VisionFund (1MUSD) et Advans Banque (2,5MUSD). A fin décembre 2018, le volume du portefeuille de crédit s'est ainsi situé à 26,9 millions USD pour 11 partenaires. Parmi ces partenaires l'on cite entre autres cinq banques commerciales, une COOPEC et Cinq institutions de microfinance.

Tableau 3 : Chiffres clés du FPM au 30 décembre 2018

–	Portefeuille de prêts : 26,9 millions USD
–	Nombre de projets : 167 depuis 2011
–	Nombre de projets d'assistance technique directe (ATD) : 53 depuis 2011
–	Nombre de formations : 66
–	Nombre de forums : 32
–	Nombre d'études de marché : 16
–	Nombre de partenaires : 24 depuis 2011

³ ETAF: Education, Finance and Technical Assistance Facility du groupe Opportunity International